

AÏN-TÉMOUCHENT

Les accidents de la route en baisse en 2016

Le bilan annuel de la commission mixte de la wilaya de Aïn-Témouchent chargée de limiter les accidents de la circulation routière relatif à l'année écoulée fait ressortir une légère baisse des accidents comparativement à l'année d'avant.

La commission présidée par M. Mejdoub Mohamed réunie au niveau de l'amphi de l'APW, a vu la présence des représentants de la gendarmerie, la Protection civile, la Sûreté de la wilaya, la Direction des travaux publics et des transports et autres directions concernées, de même que les scouts musulmans, et la presse.

D'emblée, le président dira que cette rencontre est avant tout une conférence d'information destinée aux citoyens de la wilaya de Aïn-Témouchent où il a rappelé à l'assistance que le but de cette commission, installée le 30 juin 2016, est de réduire au

maximum le nombre d'accidents à l'échelle de la wilaya qui, malheureusement, causent des pertes humaines et de matériel et des conséquences néfastes sur la société et l'économie du pays. Il a illustré son intervention par le cas du jeune Lagha Mohamed-Lamine de Béni Saf, fils unique, victime d'un accident de la circulation routière souffrait depuis plus d'une année de sa blessure pervertie en maladie. Son état de santé nécessite une intervention chirurgicale à l'étranger estimée à 650 millions de centimes alors que sa famille est démunie.

Le conférencier a argué son thème par des statistiques. Les accidents causent la mort à 250 000 personnes dans le monde et 26 000 dans les pays arabes sans donner ceux enregistrés en Algérie. Ils causent une dépense de 60 milliards de dollars américains dans les pays arabes. Ils sont classés en 7^e position par l'Organisation mondiale de la santé dans le rang des maladies mortelles.

Sur le plan pratique, M. Mejdoub a abordé le plan de travail comprenant des solutions et des suggestions. Les divers services relevant de cette commission ont établi un registre de tous les points noirs à travers le territoire de la wilaya (urbain et rural).

Le nombre avancé est de 66 dont 11 dans chacune des villes de Aïn-Témouchent et Béni-Saf. Dans ce contexte, la commission a suggéré l'arra-



Photo : DR

chage des arbres ou leurs branches selon les cas sur les bords des routes car ils influent négativement sur la visibilité des conducteurs. 5 673 panneaux de signalisation routière ont été dressés en 2016. La commission a recensé 244 ralentisseurs non conformes aux normes.

En matière de contrôle, les différents services de police routière ont retiré 7 690 permis de conduire (9 495 en 2015).

Au sujet des accidents survenus sur l'ensemble du réseau routier témouchen-

tois, le représentant de la Protection civile a déclaré que les agents de la Protection civile de la wilaya ont effectué des interventions dans 752 accidents de la circulation routière ayant occasionné la mort à 25 personnes et la blessure à 866 autres personnes.

Les pics d'accidents sont observés pendant les deux mois

de juillet et août. L'officier de la Sûreté de la wilaya de Aïn-Témouchent, très ému car, il a perdu ses deux parents dans un accident de la circulation routière, a eu le courage d'intervenir. Selon les

statistiques dressées par sa tutelle, le nombre d'accidents en milieu urbain a diminué mais celui des pertes humaines a augmenté. Il a cité les causes : l'inattention des chauffeurs à l'intérieur des cités à forte densité de la population représentant les 70% des accidents enregistrés, dont le cas de l'enfant qui a été mortellement fauché par un véhicule devant son école à Saint Rock à Aïn-Témouchent, le non-respect des priorités de passage au niveau des ronds-points et des carrefours et l'excès de vitesse. Ensuite, il a mis en exergue une brève explication du nouveau système d'information «Allô Chorta».

Quant à l'officier gendarme, le nombre d'accidents enregistrés en 2016 a diminué de 42% par rapport à celui enregistré en 2015 (soit 381 en 2015 contre 128 en 2016). Durant le mois de janvier 2017, ses services ont relevé 8 accidents causant la mort à deux personnes et la blessure à douze autres.

En conclusion, le président a lancé un appel pour augurer des campagnes de sensibilisation à travers toutes les communes et les établissements scolaires dans la wilaya.

A la lecture des statistiques, il a été remarqué une amélioration en matière de la circulation routière.

S. B.

MOSTAGANEM

Formation spécifique pour 20 plongeurs de la Protection civile

La direction de la Protection civile de wilaya a décidé de mettre les bouchées doubles pour réussir la prochaine saison estivale.

L'unité marine de la Salamandre vient d'être mise à contribution. Une vingtaine de pompiers seront formés au métier de plongeur, et ce, depuis le dimanche 11 mars pour une durée de 2 mois et devront être opérationnels d'ici le mois de juin.

Ces 20 stagiaires ont fait leurs classes dans les unités des sapeurs-pompiers dans 5 unités côtières de la région ouest. C'est la direction de

wilaya en collaboration avec la direction générale du personnel et de la formation qui a initié ce stage de formation, et ce, pour améliorer les techniques d'intervention en mer, dans les barrages ou en cas d'inondations.

Le responsable de la cellule de communication de la Protection civile a expliqué que «la formation, la prévention et l'efficacité des interventions sont les objectifs princi-

paux de la Protection civile. Non seulement ces futurs plongeurs sécuriseront les plages mais aussi, ils pourront intervenir en mer au cas où des marins ont un malaise, et seront disponibles pour leur venir en aide».

Pendant la formation, ils seront munis de leur combinaison, dont ils prennent le plus grand soin et feront les exercices le matin dans les bassins du port de pêche et de plaisance sous le regard attentif de formateurs de la plongée. L'ouverture de l'unité

marine de la Salamandre remonte à quelques six années, tout y est d'ailleurs : les équipements de plongée, les embarcations et les salles de cours où les plongeurs prennent place l'après-midi sous la houlette des enseignants et des médecins.

En plus du travail routinier accompli sur les plages, les futurs plongeurs peuvent intervenir dans les eaux des barrages, les puits, les retenues collinaires et lors de catastrophes naturelles.

A. B.

UNIVERSITÉ DE TIZI-OUZOU

Le Cnesto soutient la grève de la faim des étudiants en chirurgie dentaire

Le Cnes-Ummto vient de manifester sa solidarité aux étudiants en chirurgie dentaire qui sont en grève de la faim, depuis le 7 mars dernier. Dans une déclaration rendue publique le 8 mars dernier, le Cnesto pointe du doigt la responsabilité de la tutelle dans la radicalisation de l'action des étudiants.

«Le risque pris par les étudiants en chirurgie dentaire de la faculté de médecine de l'université Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou, en s'engageant dans une grève de la faim depuis mercredi dernier (8 mars) et ce jusqu'à la satisfaction entière de leurs revendications, interpelle toute la communauté universitari-

re, enseignants, étudiants et ATS voire au-delà. Si ces étudiants ont brandi aujourd'hui cette arme à double tranchant, c'est le recours de l'administration à l'usage de la violence et de la force publique pour étouffer leur mouvement de protestation enclenché depuis novembre 2016, qui les a acculés dans ce

dernier retranchement et ce désespoir», écrit le Cnesto qui stigmatise la réponse répressive des revendications des étudiants par les pouvoirs publics : «Si les doléances exprimées par ces étudiants avaient été convenablement prises en charge, leur protestation n'aurait pas duré tout ce temps.

Les étudiants n'ont pas tout de même demandé la lune. Devant un avenir effrayant, ils ont demandé la mise en place de mécanismes et de mesures à même d'améliorer à terme la qualité de leur formation et plus

de possibilités d'employabilité», juge le Cnesto qui trouve que si «les mécanismes et les mesures d'amélioration de la qualité de leur formation n'existent pas encore après des années d'existence de ce cursus dans notre pays, c'est qu'il y a mauvaise gestion et mauvaise planification». «Quant à l'employabilité des diplômés, elle concerne toutes les spécialités et tous les domaines et elle n'est pas du ressort de l'université. Aujourd'hui, dans notre pays, le chômage des diplômés universitaires effraye nos jeunes au

point de risquer leurs vies», s'alarme le syndicat enseignant qui pointe du doigt «la politique générale de l'emploi suivie n'est pas performante et celle de la solidarité non rassurante.»

Le Cnesto conclut sa déclaration en lançant «un appel d'urgence à toutes les autorités concernées pour se pencher sur cette situation alarmante dans laquelle se trouvent nos étudiants et de mettre en avant toute la sagesse et toute la compréhension que cette crise requiert».

S. A. M.